

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



Leur société de violence et de division

Notre solidarité de classe



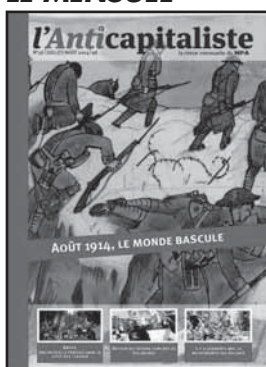
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

**Abonnez-vous,
abonnez vos amis !**

L'Anticapitaliste

Pour découvrir
notre presse, profitez de
notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS
D'HEBDO**
ainsi qu'un numéro cadeau
de notre revue mensuelle

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

SOMMAIRE

Edito p.3

Nos vies, pas leurs profits p.4-7

- Ford Blanquefort : forte mobilisation pour l'emploi
- « Politique industrielle » ou planification démocratique
- Grève victorieuse au SAMU 33
- Santé-social : grève intersyndicale le 7 mars
- Squat Pessac

Dans l'éducation p.8-9

- « Nous ne sommes pas des Pénélopes »
- Le ras-le-bol des ATSEM
- RASED en colère !

Féminisme p.9

- 8 mars : journée internationale de lutte pour l'égalité des sexes et l'émancipation

Leur société p.10

- Communiqué des élues NPA : justice pour Théo, Adama et toutes les victimes des violences policières
- Vive les délinquants solidaires !

NPA p.11

- Campagne Poutou dans la jeunesse, un premier meeting réussi

Nos vies, pas leurs profits p.12-13

- Derrière la crise de la grippe aviaire, une lutte des classes dans l'agriculture

Politique locale p.14

- McDogate !
- De Mamère à Savary... vous avez dit « union de la gauche » ?

A lire, à voir p.15-16

- *Le sourire des Marionnettes*, BD de Jean Dytar
- Exposition : *Tromelin, l'île aux esclaves oubliés*

Leur société de violence et de division

Notre solidarité de classe

Suite à l'agression abjecte dont a été victime Théo, jeune chômeur d'Aulnay-sous-Bois violé avec une matraque par un des quatre flics qui l'ont interpellé, des milliers de personnes ont manifesté pour crier leur indignation face aux violences de la police, à l'impunité dont elle bénéficie, au racisme qui gangrène ses rangs.

Ces exactions ne sont pas nouvelles, et les manifestants ont rappelé la mort d'Adama Traoré, l'été dernier, suite à son interpellation par des gendarmes, ainsi que celle, en 2005, de Zyed Benna et de Bouna Traoré électrocutés alors qu'ils se réfugiaient dans un transformateur pour échapper aux flics qui les poursuivaient. L'impunité dont avaient bénéficié ces derniers avait alors enflammé les banlieues.

Et celles et ceux qui descendent dans la rue pour dénoncer le comportement des forces de répression et l'Etat et la justice qui les couvrent, sont à leur tour victimes de la répression. Des dizaines de manifestants sont embarqués et condamnés en comparution immédiate par une justice qui sait, dans ce cas, se montrer très expéditive...

Face à la crainte que ce harcèlement quotidien subi par les jeunes des quartiers populaires ne mette de nouveau le feu aux poudres, le gouvernement prétend vouloir rétablir la confiance... Mais c'est exactement l'inverse qu'il fait. Après s'être assis sur sa promesse d'imposer aux policiers la remise d'un récépissé lors de toute interpellation et après avoir mis le pays sous état d'urgence, Hollande vient de faire voter un texte assurant l'anonymat des procès-verbaux et donnant le droit aux policiers d'ouvrir le feu y compris en l'absence de péril pour eux-mêmes !

Cette violence de l'Etat à l'égard des classes qu'il juge « dangereuses » s'ajoute à la violence sociale, au chômage, à la précarité, aux conditions d'existence auxquelles sont soumis

les habitants des dites « zones urbaines sensibles » où 50 % des jeunes de moins de 30 ans sont sans travail.

Et pendant ce temps, dans les sommets du pouvoir, s'étale le cynisme des classes dirigeantes et de celles et ceux qui, tels Le Pen et Fillon, s'indignent du fait qu'on puisse leur demander des comptes sur leurs tripatouillages budgétaires et les sommes indécentes qu'ils jugent normal de s'attribuer !

Face à la profonde révolte qui s'exprime, le gouvernement se livre à une fuite en avant en renforçant l'« Etat fort » que prônent aussi bien le Front National que Les Républicains. Il flatte les préjugés, la xénophobie et tente de s'opposer à l'élan de solidarité qui s'exprime. C'est vrai de la solidarité face aux violences policières vis-à-vis des quartiers populaires et de la jeunesse comme de la solidarité avec les migrants comme en témoigne les procès faits à ceux qui, comme Cédric Herrou, ont choisi de faire passer leur solidarité à l'égard des réfugiés avant le respect d'une loi inique.

C'est de cette solidarité, de ce refus de se taire face aux violences sociales, aussi « légales » soient-elles, que peut naître la riposte sociale indispensable à mettre un terme aux reculs démocratiques et aux replis nationalistes et xénophobes. Solidarité de classe, internationaliste, de celles et ceux qui sont conscients que les divisions sociales ne passent pas par des critères de couleur de peau,

de religion ou de nationalité, mais bien par l'opposition fondamentale entre les « 99 % », les milliards d'être humains exploités de tous les pays, et le « 1 % », l'infime minorité d'exploiteurs et les Etats qui les servent. C'est au centre de ce que porte Philippe Poutou, candidat anticapitaliste à la présidentielle.



Nos vies, pas leurs profits

Ford Blanquefort

Forte mobilisation pour l'emploi

Nos mobilisations de janvier et février ont remis l'avenir de Ford sur la place publique. Clairement, ce sont les 920 emplois de l'usine, et son avenir, qui sont en jeu.

Alors que nous dénonçons des annonces de production à venir qui ne tiennent pas la route pour assurer le maintien des emplois, la direction n'amène rien pour rassurer l'ensemble des salariés et les organisations syndicales. Au contraire, pour elle tout irait bien, (sauf les mobilisations et la grève) : il faudrait continuer à faire nos productions actuelles et faire confiance... nous saurons tout en décembre quand les décisions seront actées par des signatures. Pas question de faire confiance !

En effet, l'enjeu est sérieux, nous sommes 920 « survivants » dans l'usine, et il y a environ 2 000 à 2500 emplois qui en dépendent, avec les sous-traitants et les emplois induits. Quand nous voyons qu'aucune nouvelle production n'est annoncée, que nous n'avons pour l'avenir que d'hypothétiques prolongations de nos produits en fin de vie et qu'aucune embauche n'est envisagée alors que nous perdons autour de 50 emplois pour cause de départs en retraite rien que cette année, l'emploi, la pérennité du site sont largement hypothéqués.

Du coup, la mobilisation a été un grand succès. En effet, le 23 janvier a été organisée une journée usine morte, la production a été quasiment inexistante. Nous étions plusieurs centaines sur le parking de l'usine dès 6 heures du matin... obligeant la gendarmerie à mobiliser aussi pas mal. Voilà les conséquences de l'état d'urgence, de plus en plus de police dans les rassemblements des salariés. Après une distribution de tracts au rond-point de l'usine, pour sensibiliser la population sur la situation, nous sommes partis en manifestation et en tram direction Bordeaux et la Préfecture où une délégation syndicale a été reçue, histoire de mouiller les pouvoirs publics locaux plutôt passifs ces derniers temps, sauf pour subventionner Ford à coup de millions d'euros, 46 millions depuis 2013. Rien que ça rend légitime que nous demandions des comptes à Ford, qui a engrangé pendant des décennies des millions, les bénéfices de notre travail et l'aubaine des aides publiques.

Le résultat de nos actions ne s'est pas fait attendre bien longtemps, tout le monde est maintenant à l'écoute. La direction a fait savoir que les dirigeants européens allaient venir sur place, et nous faire connaître leurs projets d'avenir. Les pouvoirs publics de leur côté ont convenu de rencontrer la direction européenne pour avoir plus d'infos. En fait, toute



une série de rendez-vous ont été donnés, dont des rencontres prévues à Bercy avec les ministères du travail et de l'industrie le 22 février, sans les organisations syndicales et sans les salariés, de quoi mettre en colère.

La mobilisation a été telle qu'il a été bien difficile de reprendre le travail comme si de rien n'était.

En fait, les cadences sont largement tombées, la production s'en est ressentie fin janvier. Du coup, la direction a commencé à faire pression pour que la production reparte à la normale. Début février, les cadres sont passés mettre la pression, cela a causé un malaise parmi nous, à la chaîne cela a remué, et l'intersyndicale (dont les cadres) a appelé à un débrayage le 3 février pour dénoncer les pressions et demander des comptes à la direction. Cela a été bien suivi, là-aussi avec environ 80 % de grévistes... et du désordre pour la direction qui s'est fendue de réunions d'information pour tenter de rassurer et obtenir un retour à la normale sans beaucoup de succès.

Le 9 février, la venue de Keiran Cahill (directeur industriel moteurs et transmissions Ford Europe) a été l'occasion d'un nouveau débrayage lui aussi très bien suivi. Les nouvelles amenées n'ont rassuré personne. Rien de nouveau : pour l'essentiel la direction continue sa politique de réduction des effectifs et de production de fin de séries à Blanquefort. Pas de nouvelle production prévue ici, comme la nouvelle boîte 8f 24 qui sera produite ailleurs et qui va remplacer la 6f que nous produisons, et il nous faudrait être patient. Elle nous demande d'attendre décembre pour être informés sur notre avenir, la direction joue la montre.

A cette heure, nous nous préparons à partir en train à Paris le 22 février pour manifester devant Bercy au moment où la direction européenne sera reçue par les représentants du ministère de l'industrie et ceux du ministère du travail sans les syndicats. C'est l'avenir de plus de 3 000 emplois qui se discute, pas question de les laisser discuter sans nous, sur notre dos.

Correspondants

Nos vies, pas leurs profits

« Politique industrielle » ou planification démocratique

La CGT prépare actuellement les « assises de l'industrie » qui auront lieu le 22 février, avec l'objectif « de démontrer qu'il existe aujourd'hui d'autres solutions réalisables et crédibles que celles déployées de concert par le Gouvernement et le patronat ». Dans le même temps, la CGT discute dans les Union Départementales ou Locales d'avoir une politique sur les bassins d'emplois, menacés par l'offensive actuelle, et dans ce cadre, elle a organisé une journée sur le sujet à Ford.

La question des fermetures d'usines, des licenciements dans l'industrie, des menaces comme à Ford aujourd'hui, est bien évidemment une question sociale essentielle, qui ne doit pas rester entre les mains des patrons car elles touche l'ensemble des travailleurs et de la population.

Mais comment imposer une autre politique ? Tout le débat est là entre les militants, les travailleurs qui veulent se défendre. Par des « propositions crédibles » pour les capitalistes ou pour le gouvernement qui les arrose de milliards comme avec le CICE ? Ou par une politique de luttes et de convergences, car on ne pourra mettre un coup d'arrêt à cette politique sans contester le pouvoir des capitalistes de faire ce qu'ils veulent des usines et des salariés qui y travaillent.

Philippe Martinez, Bernard Thibault et Jean-Claude Mailly ont signé récemment un appel « Redonnons la priorité à l'industrie » avec Montebourg, Pierre Laurent et des dirigeants du PG dans lequel on peut lire : « *Le développement industriel a besoin de salariés innovants, aux compétences reconnues, bien rémunérés, occupant des emplois stables et prenant une part active aux décisions. Seuls des salariés compétents et impliqués sont, en effet, en mesure de*

donner aux entreprises les capacités d'innover. Ici réside le compromis fondamental entre le capital et le travail sans lequel aucun développement n'est possible »... Comme si on pouvait convaincre les capitalistes que de bons salaires sont dans leur intérêt ! Comme si la lutte de classe n'était pas acharnée aujourd'hui entre le capital et le travail !

Dans cette campagne sur l'industrie, une autre idée est aussi mise en avant, celle de la prétendue opposition entre le capital financier et le capital industriel, comme si le capital n'était pas imbriqué, comme si les principaux groupes industriels et commerciaux, comme ceux de l'automobile et de la grande distribution, n'avaient pas mis en place leurs propres banques pour spéculer sur les mêmes marchés financiers !

Pendant des années, des groupes comme Ford ont englouti des millions d'euros de subventions et ont accumulé des profits sur le dos de leurs salariés. Eux, comme la population, sont en droit d'exiger des comptes. C'est sur ce sentiment légitime que les salariés peuvent avant tout compter pour inverser la situation.

Il y a bien un plan de bataille à mettre en œuvre aujourd'hui, une politique industrielle pour et par les travailleurs. Mais une telle politique ne peut être menée sans s'opposer frontalement aux intérêts des capitalistes qui ne recherchent que le profit maximum. Cela ne peut passer que par des mesures démocratiques de contrôle sur la production par les salariés, ainsi que des mesures autoritaires envers les capitalistes qui veulent fermer des usines, comme la réquisition de secteurs vitaux pour la population ou la nationalisation sans indemnité ni rachat.

Il y a besoin d'une vraie planification démocratique pour satisfaire les besoins fondamentaux de la population et faire face aux dégâts sur l'environnement, mais elle ne pourra naître que de la lutte des travailleurs eux-mêmes et de leur volonté de prendre leur sort en main.

Laurent Delage
et Eric Lafargue



Santé-social en lutte !

Grève victorieuse au Samu 33 !

Après 24 jours de grève, de détermination, de présence tous les matins par tous les temps dès 7h autour des braseros sur le rond point devant Pellegrin, les ARM du Samu Bordeaux (auxiliaires de régulation médicales dont le travail est de répondre aux appels d'urgence passés au 15) ont gagné !

Depuis le 10 janvier, ils et elles (une majorité de femmes) refusaient la réorganisation que la direction voulait leur imposer et exigeaient 8 postes supplémentaires pour faire face aux départs non remplacés et à une importante dégradation de leurs conditions de travail, alors que se cumulaient les heures supplémentaires impossibles à récupérer. Ils exigeaient aussi la reconstitution d'équipes fixes de jour et de nuit.

Ces collègues ne pouvaient plus accepter cette dégradation dont les conséquences pouvaient être dramatiques : alors que la règle veut que toute personne qui appelle le 15 ait un interlocuteur qui décroche en moins d'une minute (ce qui est déjà long en cas d'urgence), il est arrivé que le temps d'attente atteigne 10 minutes !

Soutenus par les syndicats SUD et CGT du CHU, ils ont aussi reçu le soutien de nombreux salariés (de l'hôpital et d'ailleurs), de militants dont ceux du collectif de lutte 33 (issu de la lutte contre la loi travail) ou ceux de la CGT Ford et de Philippe Poutou qui ont profité d'une rencontre avec le Préfet pour transmettre une demande de rendez-vous qui aura lieu quelques jours plus tard. Le 20 janvier, un grand barbecue solidaire sur le rond-point a rassemblé près de 150 personnes.

Les ARM en grève ont gagné la bataille de l'opinion en rendant leur combat public, en multipliant les initiatives, en frappant à toutes les portes possibles, en faisant chaque jour la preuve de leur solidarité et de leur détermination face aux pressions de la Direction... Ils et elles ont également publié et diffusé une feuille quotidienne, le « brasero », dans laquelle ils relataient leur combat au jour



le jour, les initiatives prises, les soutiens reçus, les faits et gestes de la direction qui essayait de jouer la montre... mais qui a dû au final ravalier le mépris affiché et accepter de négocier.

Les collègues ont obtenu la création de 6 postes pérennes (plus 1 sur un an pour absorber les heures supplémentaires accumulées) au lieu des 8 exigés... et ont gagné sur quasiment tout le reste.

Déjà, en fin d'année 2016, les ambulanciers du Samu avaient fait grève pendant onze jours pour deux postes qu'ils avaient gagnés. En novembre, c'étaient les infirmiers anesthésistes du

même service qui avaient pris le relai, et obtenu eux aussi deux postes après quinze jours de grève et... l'occupation du rond-point.

Dans le dernier numéro du « brasero », les ARM écrivaient « On l'a fait et pourtant nous ne savions pas qu'une grève se passait aussi comme ça [...] Nous avons été solides comme un roc [...] Notre lutte peut être la vôtre, vous pouvez compter sur nous ! » cherchant « le prochain service qui va entrer en lutte et à qui nous allons remettre les clés du rond-point »...

Isabelle Ufferte

Santé et social : grève intersyndicale le 7 mars

Le mouvement du Samu a rendu public la gravité de la situation de bien des services de l'hôpital. De restructurations en coupes budgétaires, de fermetures de lits en départs non remplacés, c'est tout l'hôpital qui va mal... et au-delà l'ensemble des services de la santé et du social, dans le public comme dans le privé.

Le 8 novembre dernier, une journée de mobilisation nationale et intersyndicale avait eu un écho important parmi les personnels et, dans de nombreuses villes, les cortèges étaient importants. Depuis, les mobilisations ont continué, de façon éclatée, sans que les luttes parviennent à converger, s'unifier alors que le combat est le même : le refus des politiques d'austérité, de la course à la rentabilité, de la mise en danger des usagers et des salariés.

Le besoin de faire converger colères et mobilisations est évident, et pourtant l'intersyndicale a attendu 4 mois pour donner une suite au 8 novembre : ce sera le 7 mars prochain. Une manifestation nationale est prévue à Paris. A Bordeaux, la CGT et SUD santé sociaux appellent à 13h à Pey Berland.

Squat de l'Alouette : la solidarité contre l'intolérable

Le 16 février au matin, 60 CRS (dont une compagnie venue de Toulouse), 20 policiers nationaux de la sûreté urbaine de Bordeaux et 4 camions pompiers dont des grandes échelles, étaient mobilisés pour expulser... 5 familles sans logis et leurs enfants, réfugiées depuis une semaine dans l'ancienne maison de retraite du CHU, à Pessac Alouette.

Ce bâtiment public, désaffecté depuis deux ans et dans lequel vivaient jusque là 89 personnes âgées, où tout était resté en l'état (jusqu'aux assiettes dans les placards de la cuisine et les livres sur les étagères de la bibliothèque !) aurait pu à peu de frais permettre d'héberger des familles sans domicile, ballotées depuis des mois, des années pour certaines, de chambres d'hôtel en squats... ou en gymnase lors des grands froids.

C'est justement pour abriter des familles qui se retrouvaient une nouvelle fois à la rue après avoir été abritées dans le gymnase du Grand Parc puis quelques jours à l'hôtel que des personnes qui s'étaient mobilisées pour leur venir en aide ont refusé l'intolérable et trouvé cette possibilité. D'autres avaient prévu de les rejoindre, des associations telles que Médecins du monde espérant que ce bâtiment puisse héberger quelques unes des nombreuses personnes aujourd'hui à la rue.

Ne rendant l'occupation publique qu'une fois installés, ces familles et leurs soutiens espéraient avoir trouvé un peu de répit. Même si le CHU contestait l'occupation, elles comptaient sur un procès où elles auraient la possibilité de défendre leur cause, comme cela a été le cas dans d'autres hôpitaux où des locaux désaffectés sont occupés, comme à l'Hôtel Dieu à Paris ou au CHU de Toulouse où la justice a autorisé une occupation temporaire... Mais la direction du CHU (dont Juppé est président du conseil de surveillance) a immédiatement fait couper l'électricité, empêchant tout éclairage et chauffage en plein hiver, et rendu les robinets inutilisables, tout en faisant un recours devant le Tribunal Administratif. En 48h et sans entendre les familles, celui-ci a donné raison au CHU. La Préfecture a justifié l'ordre d'évacuation : « l'utilisation du réseau électrique et des circuits d'eau dans ce bâtiment où les dispositifs de sécurité ont été supprimés ferait courir un péril pour ces personnes » ! Alors même que c'est le CHU qui les avait coupées, la direction faisant surveiller nuit et jour les installations pour être sûre que le courant ne serait pas rétabli !



Des dizaines de personnes, voisins, personnels du CHU, étudiants de l'école d'infirmières, syndicats SUD, CGT, CNT et CFDT, associations, militants locaux se sont relayés pour aider et soutenir les familles, exiger le rétablissement de l'électricité et de l'eau... Les élus (mairie, conseil général, région) et les partis ont été sollicités mais seuls le NPA et EELV, dont Philippe Poutou et Noël Mamère, ont soutenu en tant que tels, ainsi que des militants du PCF, et J.-L. Gleyze, président du conseil général, a demandé par courrier à Juppé de faire rétablir les fluides. Le maire LR (membre de la direction du CHU) a justifié l'évacuation ; Rousset a... dégage en touche. Des diffusions de tracts ont eu lieu sur le marché de Pessac, aux entrées des hôpitaux, à la population alentours. Un rassemblement a regroupé plus de 100 personnes devant la Direction du CHU qui a reçu une délégation le mercredi, sans même annoncer qu'elle ferait évacuer par la force le lendemain matin !

Des familles expulsées, une seule a été hébergée pour quelques nuits à l'hôtel par la Préfecture qui avait déclaré « personne ne restera à la rue » (!). Les autres sont hébergées par des soutiens.

En à peine plus d'une semaine, des dizaines de personnes se sont investies. Certaines s'engageaient pour la première fois à travers cette action concrète pour pallier l'incurie des pouvoirs publics. Deux jours après l'évacuation, la révolte contre le sort fait aux plus pauvres, aux plus fragiles s'est de nouveau exprimée au cours du rassemblement appelé devant l'Alouette. Comme le répétaient de nombreux soutiens « Il y a une chose qu'ils ne pourront pas expulser, c'est notre solidarité ! ».

I.U.

Voir le blog du comité de soutien : <https://www.facebook.com/Soutien-a-l-Alouette-1260767424015300>

Dans l'éducation

« Nous ne sommes pas des Pénélopes ! »

Le collectif des précaires pauvres de l'éducation nationale de la CGT educ'action33, associé au SNUIPP33, ont organisé mercredi 15 février un rassemblement devant le Rectorat de Bordeaux. Notre mot d'ordre était : « *Nos emplois sont bien réels mais nos salaires sont fictifs. Non, nous ne sommes pas des Pénélopes !!!* »

Depuis plus de deux ans maintenant, les personnels administratifs dans les écoles (EVS) et ceux qui accompagnent les élèves porteurs de handicap (AEHS/AVS) se mobilisent pour dénoncer leur précarité extrême et leur pauvreté. Nous sommes plus de 1000 employés rien qu'en Gironde à travailler 20 h par semaine pour toucher 600 € par mois. Nous

travaillons tous les jours pour être très pauvres... Vive l'éducation nationale !

Refusant la fatalité et l'inertie, nous avons organisé à nouveau un rassemblement devant le Rectorat afin d'être reçus en audience.

Une cinquantaine de personnes ont répondu à l'appel et une partie avait arboré le masque de Mme Fillon. Car elle, et tous les profiteurs gavés d'argent public en ne faisant rien, est l'antithèse de ce que nous sommes !

Après les photos pour la presse et une première prise de parole, une délégation a été reçue afin de porter nos revendications collectives et d'aider des collègues dans le besoin.

Malgré un contexte tendu, nous avons été écoutés sur un début d'augmentation des durées des contrats, sur la mise en place de droits à la formation et sur le droit à la mobilité. Nous avançons toujours à petits pas mais nous avançons toujours. La lutte paie et continue.

Bixente et Franck



Le ras-le-bol des ATSEM !

Mercredi 1er février, les ATSEM (Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles) étaient en grève et ont exprimé un mécontentement et une colère qui couvent depuis longtemps. Au fil des années, les tâches se sont multipliées et la charge de travail atteint des limites. Entre l'aide aux enseignants dans les classes, la préparation du matériel pédagogique, l'hygiène et le ménage, les temps de cantine et pour beaucoup maintenant, les temps périscolaires... la coupe est pleine. Les missions, les horaires, les conditions de travail varient d'une commune à l'autre, mais partout on leur en demande toujours plus, et tout cela sous un statut qui ne permet aucune évolution de carrière et au mieux, un salaire qui au maximum d'ancienneté plafonne à 1 550 euros nets. Avec les nouveaux rythmes scolaires, beaucoup d'ATSEM, des femmes pour la grande majorité, sont mises à contribution pour les temps d'activités périscolaires et on leur demande d'animer des ateliers pour lesquels elles n'ont reçu aucune formation. Avec l'accroissement de la charge de travail, les ATSEM sont aussi de moins en moins présentes dans les classes.

Leur rôle est pourtant essentiel dans les écoles maternelles où elles sont très souvent une référence pour les enfants et les familles.

C'est donc une revalorisation de leur salaire, de leur métier, la reconnaissance de sa pénibilité, une mise à plat de leurs missions qu'elles revendiquent, ainsi que des postes supplémentaires, une « ATSEM par classe » et un corps de remplaçantes titulaires, des horaires moins fractionnés et de la formation.

Un collectif national s'est constitué, soutenu par les syndicats CGT, CFDT et FO, et a appelé à la grève mercredi 1er. De nombreuses écoles du département n'ont pu assurer l'accueil périscolaire, la cantine et l'accueil de nombreux centres de loisirs ont été fortement perturbés. Beaucoup d'ATSEM qui ont exprimé pour la première fois leur colère, toutes ensemble, au niveau national, voient dans cette journée une première étape de la lutte et discutent déjà d'une suite.

Christine Héraud

RASED en colère !

2017 est une nouvelle année noire pour les RASED (réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté). Le DASEN (directeur au niveau départemental) de Gironde supprime sans explication 5 postes de rééducateurs RASED au mépris des collègues spécialisés à qui aucune solution acceptable n'est proposée (la seule étant le maintien de leur poste), des équipes pédagogiques laissées sans moyens pour faire face à la difficulté scolaire, et des enfants eux-mêmes.

Depuis 2008, les RASED sont progressivement démantelés et ne sont plus une priorité des ministres de droite ou de gauche qui se sont succédé. Certains secteurs du département en sont même aujourd'hui complètement privés.

Le ministère de Vallaud-Belkacem, malgré des discours qui se veulent rassurants, vient de leur donner le coup de grâce avec la dernière réforme en date. Le cursus de formation théorique est réduit de 400 à 300 heures et il est fortement réorienté vers le champ du handicap. Tous les moyens et les pratiques de l'enseignement « adapté » (les RASED) pour des élèves ordinaires qui rencontrent à un moment de leur scolarité des

difficultés de parcours sont remis en cause. Les personnels RASED n'auront presque plus la possibilité de travailler avec les élèves en petits groupes, selon leur spécificité, mais deviendront des personnels « ressources », à la disposition des inspecteurs-trices, pour des missions encore très floues, mais dont l'objectif est la polyvalence, les suppressions de postes et le retrait de l'engagement auprès des élèves, de plus en plus « diagnostiqués » et enfermés dans le handicap.

Les enseignants spécialisés et leurs collègues, comme de nombreux parents d'élèves s'opposent à cette conception de l'éducation qui individualise la difficulté, et justifie la régression des moyens. Un premier rassemblement a eu lieu devant la DSDEN (direction départementale) contre la suppression des postes RASED et les fermetures de classes prévues pour la rentrée 2017. Mais la mobilisation doit s'amplifier et de nouvelles actions se préparent pour la rentrée pour la défense des postes et celle d'une école émancipatrice qui nécessite de vrais moyens.

C. H.

Féminisme

8 mars : journée internationale de lutte pour l'égalité des sexes et l'émancipation !

Le 8 mars, la CGT, Solidaires, la FSU, l'UNEF ainsi que de nombreuses organisations féministes et associations appellent ensemble « à l'action et à la grève pour les droits des femmes ». *« La journée du 8 mars ne se « fête » pas par un cadeau ou une distribution de fleurs sur le lieu de travail. Journée internationale pour les droits des femmes, elle est une journée de lutte pour l'égalité. En 2017, le contexte politique, social et économique international comme national n'offre pas de répit pour tout-es celles et ceux qui œuvrent à plus d'égalité et de justice sociale »* rappellent les signataires.

Dans le monde entier, les femmes paient le prix fort de la crise du capitalisme et de l'offensive réactionnaire des classes dirigeantes. Chômage, précarité, bas salaires, préjugés, privation ou remise en cause des droits fondamentaux tels que le droit à l'IVG, à la contraception, à vivre librement sa sexualité... sans parler du droit de sortir où et avec qui elles veulent, vêtues comme elles l'entendent... les femmes sont victimes au quotidien de discriminations et de violences sexistes. Et de très nombreuses femmes dans le monde n'ont aucun accès

au droit à l'éducation, aux services publics, à la santé, à la culture...

Il y a 200 ans, Charles Fourier, précurseur du mouvement socialiste, écrivait que « dans chaque société, le degré d'émancipation des femmes est la mesure naturelle de l'émancipation générale ». Une émancipation qui ne peut venir que des luttes des femmes elles-mêmes... et des hommes pour imposer l'égalité des sexes, les droits démocratiques pour toutes et tous, en appelant chacune et chacun à prendre ses affaires en main contre l'ordre établi et les réactionnaires de tout poil, de tous pays et religions. Un combat quotidien, affaire de tou-te-s !

Le 8 mars, à Bordeaux, des initiatives sont prévues à partir de 15h40 place Pey Berland (heure à partir de laquelle les femmes travaillent gratuitement, leur salaire étant inférieur à celui des hommes) d'où partira une manifestation à 18h.

I.U.

Communiqué des élues NPA de Cenon et Lormont Justice pour Théo, Adama et toutes les victimes de violences policières

Le 2 février à Aulnay-sous-Bois, un banal contrôle de jeunes par des policiers de la BST soi-disant « spécialisés » dans l'intervention dans les quartiers « difficiles » a entraîné l'hospitalisation avec 60 jours d'Interruption totale de travail de Théo, 22 ans, suite à des violences policières qui ont été jusqu'au viol, pour ne pas avoir laissé un policier gifler un gamin !

Et comme vient de le révéler la plainte pour autre arrestation musclée de ces mêmes policiers aujourd'hui, c'est la suite d'une longue série d'actes délictueux commis par des policiers dans les quartiers populaires.

Des contrôles d'identité incessants et discriminatoires aux propos et actes racistes ou homophobes en passant par le tutoiement, les coups, aujourd'hui les tirs en l'air à balles réelles, la violence policière dans les quartiers populaires est systématique.

Elle s'étend aux migrantEs, pourchasséEs dans les rues des villes, de plus en plus souvent victimes de brutalités policières gratuites comme le saccage de leurs maigres biens.

Hollande et son gouvernement imposent depuis fin 2015 un état d'urgence qui supprime une grande partie de nos droits

et libertés et accroît les pouvoirs de la police. Le vote ce mois-ci d'une énième loi sur la sécurité satisfait toutes les revendications portées par les manifestations illégales des policiers. Ce gouvernement réprime en servant les grands patrons avec la casse du Code du travail, des acquis sociaux, des services publics.

La police doit être désarmée et sous contrôle de la population. Il faut en finir avec les contrôles au faciès. Les corps spéciaux intervenant et réprimant dans les quartiers populaires (la BAC ou les Brigades spécialisées de terrain) doivent être dissous.

Comme dans l'affaire Adama Traoré et les poursuites contre ses frères, après tant d'autres, le NPA, avec tous les collectifs qui luttent contre les crimes policiers (presque toujours impunis), exige vérité et justice pour Théo.

Nous appelons à toutes les mobilisations dont la manifestation nationale à Paris du 19 mars prochain, contre les violences policières mais aussi pour la libre circulation des migrantEs.

Monica Casanova, élue NPA à Lormont

Christine Héraud, élue NPA à Cenon

Vive les délinquants solidaires !

Les 8, 9 et 10 février, 3 journées pour « en finir avec le délit de solidarité » ont été organisées dans plusieurs villes dont Bordeaux à l'appel du collectif « *Délinquants solidaires* » regroupant des centaines d'associations, syndicats, collectifs (voir www.delinquantssolidaires.org).

Il y avait autour de 250 personnes au rassemblement place Pey Berland ce vendredi 10 février pour dire que « ça suffit de criminaliser la solidarité ». Plusieurs prises de paroles pour dénoncer le sort fait aux migrants et la répression contre les militant(e)s qui les aident, mais aussi une intervention dénonçant les violences policières racistes avec le cas de Théo et une autre pour demander le soutien au squat de Pessac (depuis lors expulsé voir page ci-contre). Une même politique répressive dans tous ces cas !

Le délit de solidarité a été officiellement abrogé en 2012 et pourtant dans les faits la persécution policière et judiciaire s'applique envers celles et ceux dont le seul tort est de se comporter comme des êtres humains généreux, solidaires, envers celles et ceux qui fuient les pires drames.

Comme l'explique Cédric Herrou « *symbole malgré lui* » de ceux qui appliquent le « défi » de solidarité « *vos frontières ont blessé*

des femmes, des enfants, des familles, que j'héberge chez moi... Vos frontières font mal ! »

Oui, ces frontières, les frontières, font mal, d'abord aux réfugiés qui en meurent par milliers, mais elles font mal aussi à celles et ceux qui refusent cette logique, cette politique d'exclusion, de racisme, de violence d'Etat que mène ce gouvernement. Il faut au moins dire que nous ne sommes pas d'accord, « *pas en notre nom* » ! Ces femmes, ces hommes, ces enfants, sont comme nous des victimes d'un monde que nous devons abattre ensemble pour en construire un meilleur, véritablement civilisé.

Plus que jamais il nous faut affirmer ces idées Internationalistes. Il nous faut défendre le droit d'asile et une totale liberté de circulation et d'installation.

De suite, tous les migrants doivent bénéficier de droits pérennes en terme d'hébergement, de prise en charge de leurs démarches juridiques par un guichet unique, d'une carte de dix ans et d'un plan national d'accueil.

Jacques Raimbault

Campagne Poutou dans la Jeunesse

Un premier meeting réussi à Sciences Po Bordeaux !

Mercredi 1er Février s'est tenu un des premiers meetings de campagne du candidat ouvrier dans la jeunesse réunissant plus de 280 personnes : une majorité de jeunes curieux de venir découvrir notre programme.

Le meeting a démarré avec l'intervention de Kenza, militante NPA-Jeunes. Par un retour sur la mobilisation du printemps

dernier contre la Loi Travail et son monde, elle s'est exprimée sur la colère d'une jeunesse qui subit depuis des années les mesures austéritaires : chômage, conditions de travail toujours plus précaires, éducation sacrifiée... le tableau d'une société malade du capitalisme. Des conditions d'existence qui se répercutent sur la santé et le moral d'une jeunesse qui sait qu'elle est une génération sacrifiée. En 2017 tous promettent aux jeunes un programme de sang et de larmes ! Pour Macron, il faut en finir avec les 35h chez les jeunes, pour Fillon, il faut retirer les jeunes des classes populaires plus tôt de l'école pour les mettre en contrat d'apprentissage à travailler toujours plus pour toujours moins... La campagne de P. Poutou est l'occasion d'essayer de construire la riposte face au programme des candidats qui préparent la destruction généralisée de nos acquis sociaux. Car derrière le discours austéritaire, il y a surtout des patrons qui continuent de s'enrichir toujours plus : selon le dernier rapport Oxfam, 8 milliardaires détiennent autant que la moitié de la population mondiale !

Au fur et à mesure que leur système est entré en crise, les classes dominantes ont militarisé la société, recours ultime pour maintenir l'ordre : sous couvert des attentats, l'État d'urgence a offert des moyens extraordinaires à la police leur permettant de toujours plus réprimer les jeunes notamment dans les quartiers populaires allant jusqu'à la mort d'Adama Traoré l'été dernier... Il y a donc urgence à bâtir une riposte dans le cadre de ces élections avec un programme anticapitaliste et révolutionnaire qui pose la question d'une autre société.

Isabelle Larroquet, militante CGT santé et NPA, est ensuite intervenue sur la situation de son secteur qui subit de violentes attaques depuis plusieurs années (loi Bachelot, loi Touraine, ...). Des fermetures et regroupements de centres hospitaliers, aux suppressions de postes imposant aux patients d'effectuer des dizaines de kilomètres pour se faire soigner,



la situation dans la santé est désastreuse. Il y existe de nombreuses luttes -comme récemment celle des ARM de l'hôpital Pellegrin- mais isolées ces batailles ne peuvent changer en profondeur la situation, c'est pourquoi il faut tendre vers la convergence.

Enfin, Philippe Poutou a pris la parole, évoquant les difficultés trouvées pour obtenir les 500 signatures pendant que les scandales de corruption s'additionnent. Dénoncer ce système, c'est aussi se débarrasser de ses candidats. L'austérité, la surenchère sécuritaire c'est contre cela qu'on se bat et pour cela qu'on veut porter une autre voix afin d'exprimer le ras-le-bol de la société ! Il a aussi dénoncé la concentration des richesses dans un monde où quelques milliardaires possèdent 80 % de la richesse de la planète. Et ils nous proposent un revenu de base de 700 € ! Cela ne répond pas à l'urgence sociale, nous voulons un SMIC à 1 700 €, le partage des richesses, l'interdiction des licenciements, la répartition du temps de travail entre tous pour des conditions de travail dignes. Il a évoqué aussi la nécessité de nationaliser les banques et de les mettre sous contrôle des travailleurs, pour que le crédit aille à ceux qui en ont vraiment besoin. Pour répondre à la crise environnementale, le secteur énergétique doit aussi être sous contrôle des travailleurs. Aussi, il a évoqué la condamnation des Goodyear à des peines de prison avec sursis pour avoir voulu sauver leurs emplois ainsi que la répression syndicale.

Une échéance réussie donc, qui en appelle à d'autres afin de faire entendre notre voix dans la jeunesse !

K.S.

Un débat riche a suivi le meeting qu'on peut retrouver en vidéo sur notre site www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

Derrière la crise de la grippe aviaire,

Les décisions de l'Etat pour enrayer l'épidémie de grippe H5N8, qui frappe les élevages de canards et volailles du Sud-Ouest depuis début novembre, ont déjà eu pour conséquence l'abattage et l'incinération de plus de 3,3 millions de canards. Ces mesures d'abattages massifs et aveugles provoquent une contestation grandissante, dans une filière où les intérêts d'un côté des grands exploitants, coopératives et industriels, et d'un autre côté des petits producteurs, apparaissent comme de plus en plus opposés.

Et cette contestation paraît d'autant plus légitime que les mesures d'abattage décidées depuis début janvier, qui visent aussi bien les élevages sains que ceux où la maladie a été trouvée, n'ont pas montré leur efficacité pour enrayer la dissémination du virus... et entraînent du coup une méfiance contre toutes les décisions de l'Etat.

Du côté des petits producteurs, la colère gronde

Les exploitations traditionnelles, dites « autarciques », de moins en moins nombreuses, assument la plupart des étapes d'un élevage. Du coup, elles ont beaucoup moins besoin de transporter des animaux vivants que les grandes exploitations qui se sont spécialisées dans une seule étape de l'élevage et qui font une véritable noria dans une chaîne de production éclatée et segmentée.

Les petits producteurs, usant moins de transports, sont moins concernés par la diffusion de l'épidémie, même s'ils ne sont pas épargnés, et leurs propriétaires sont écœurés d'être soumis aux mesures d'abattage massifs d'animaux sains.

Deux syndicats minoritaires de ces petits exploitants, le Modéf et la Confédération paysanne, demandent d'arrêter ces abattages dits « préventifs » et que ces fermes soient préservées tant que des cas n'y ont pas été découverts.

A Gamarde, dans les Landes, à la mi-février, plus d'une centaine d'agriculteurs et voisins sont venus à l'appel du Modéf, bloquer l'entrée de deux fermes pour empêcher que les canards, non malades, soient embarqués pour l'abattage. Cela faisait suite à une décision du préfet parce que des cas de maladie avaient été trouvés à quelques kilomètres, dans trois exploitations de deux villages.

Les éleveurs, sous la menace d'une amende, ont finalement laissé prendre leur élevage. La représentante de la FNSEA, le syndicat majoritaire, était venue justifier les abattages, malgré l'opposition des présents qui ont dénoncé le fait que les transports d'animaux se faisaient dans des conditions lamentables, dans des camions sans bâches, favorisant la diffusion du virus. Le camion n'a d'ailleurs pas pu se rendre jusqu'à l'abattoir de Mugron à quelques kilomètres, d'autres agriculteurs s'opposant à son arrivée.

La colère est telle que se développe aussi un collectif « *Canards en colère* » qui exige que les indemnités soient versées sans délai, « *payez vite et tous* ». Le collectif dénonce la collusion entre les grands groupes et l'Etat qui ferme les yeux quand les coopératives géantes comme Euralis investissent en Europe de l'Est pour importer ensuite des productions qui n'ont pas les mêmes contrôles sanitaires. Face à cette mondialisation, ce collectif met en avant la défense de la production française et le tricolore. Il mène des actions contre les produits étrangers

dans les supermarchés, alors que les producteurs bulgares ou hongrois sont tout aussi victimes des groupes industriels et de la grande distribution... bien français, et du Sud-Ouest, pour le coup.

Ce n'est pas sur le terrain de la défense de la production nationale que ni les petits producteurs, ni les nombreux salariés de cette filière, ni les consommateurs, trouveront une issue à cette crise sanitaire et économique. C'est en



A Gamarde (40), barrage devant un camion venant prendre les canards à abattre...

Nos vies, pas leurs profits

une lutte des classes dans l'agriculture

contestant la mainmise des grands groupes du secteur qui ont une grande responsabilité dans l'ampleur que prend l'épidémie.

Le cynisme des industriels de la filière

Les transports seraient une explication de son extension massive. Une enquête pour « *tromperie aggravée* » est ouverte depuis la mi-février, car la justice soupçonne un éleveur du Tarn, lié au groupe Vivadour, d'avoir expédié des lots de canards malades. La Confédération paysanne a dénoncé clairement : « *les industriels se comportent en irresponsables et méprisent les éleveurs. Vivadour vient d'en faire la démonstration en livrant aux quatre coins du sud-ouest des canards prêts à gaver issus d'un élevage potentiellement dangereux. Cette « coopérative », qui ne respecte pas ses éleveurs, met aussi en danger tout le secteur en ne pensant qu'à ses bénéfices à court terme. Les pratiques de Vivadour doivent être sanctionnées ! Les éleveurs sont prêts à se mobiliser pour stopper la propagation du virus, à la condition que les mesures soient en adéquation avec les risques réels et les modes d'élevage. Les pouvoirs publics doivent aussi cibler clairement les pratiques dangereuses (transport d'animaux vivants et concentration) et remettre en cause l'hypersegmentation des productions, véritable catalyseur de ces crises sanitaires à répétition.* »

Depuis le début de la crise, la FNSEA et le CIFOG (organisation professionnelle qui réunit producteurs et industriels de la filière du foie gras) soutiennent et exigent des abattages « préventifs », y compris dans les exploitations « autarciques » non touchées, avec comme principal argument qu'il n'y aurait pas d'autre choix... et que l'Etat indemniserait.

Ils représentent clairement les intérêts des grands exploitants spécialisés qui possèdent des élevages dix à vingt fois plus importants que ceux des petits producteurs, mais qui sont aussi complètement dépendants des « coopératives » géantes comme Maisadour-Vivadour, Euralis ou Lur-Berri, liées aux industriels qui transforment les produits, comme Labeyrie et Delpeyrat, eux-mêmes dépendant des tarifs de la grande distribution, des crédits bancaires... la chaîne sans fin des intérêts capitalistes.

Hollande, en visite dans le Gers le 18 février, a promis des indemnités plus rapides en espérant calmer la colère. Surtout, en accord avec ce que souhaitent la FNSEA et le CIFOG, il a annoncé que « *nous devons procéder à des abattages plus nombreux que nous n'avions pensé* ».

Modef et Confédération paysanne sont d'accord pour dire que cette politique aura pour conséquence une concentration de cette filière entre les mains de gros exploitants car chaque crise se traduit aussi par de nouvelles normes, des investisse-

ments obligatoires que les plus petits ne peuvent pas payer, même s'il y a des indemnités qui ne compensent en partie que les pertes, et avec des retards difficilement supportables pour des fermes qui n'ont pas de trésorerie.

Pour la Confédération paysanne, « *S'il ne fait aucun doute que les industriels s'en relèveront, ce ne pourra pas être le cas des éleveurs !* ». Pour le Modef, « *la disparition d'un maximum de petits producteurs fait partie du plan de restructuration de la filière foie gras déjà engagé lors de la dernière crise sanitaire. [...] Les plus costauds qui traverseront les turbulences auront des volumes à reprendre et des prix puisque, grâce à la grippe aviaire, les stocks auront fondu.* »

C'est bien la soumission de l'agriculture par le capital qu'il s'agit de contester, capital des banques, de l'industrie, de la distribution, en lien avec les organisations professionnelles



... et un rassemblement pour dénoncer la gestion Etat-FNSEA-CIFOG de la crise.

et la FNSEA. Le président récemment décédé de ce syndicat, Xavier Beulin, était à lui seul, une incarnation de cette grande agriculture capitaliste, propriétaire céréalier, membre du conseil d'administration du Crédit Agricole, président du conseil d'administration du groupe Avril, multinationale de la production d'oléagineux (huiles Lesieur et Puget, oeufs Matines, agrocarburants, etc), elle-même liée à de nombreux partenariats financiers avec Euralis et Carrefour...

Ce n'est qu'aux côtés des salariés exploités eux-aussi par le capitalisme que les petits agriculteurs pourront trouver des alliés, pour les aider à produire dans des conditions dignes pour eux, dignes aussi pour leurs élevages. Il s'agit d'une lutte contre les grands groupes, pour l'expropriation de la finance et la constitution d'un monopole bancaire public, sous le contrôle de la population, pour accorder des crédits très bas aux petits producteurs. Une lutte aussi pour imposer un contrôle démocratique de la population sur la production et la distribution des produits alimentaires afin d'en finir avec la domination de la grande distribution et des multinationales du secteur.

François Mimvielle

McDogate !

(Prologue) La Fondation Ronald McDonald, créée en 1994, a pour fonction de créer des maisons d'accueil pour les parents d'enfants hospitalisés. Celle de Bordeaux au sein même du CHU Pellegrin (jolie pub pour la malbouffe auprès des enfants malades) est gérée par l'APES (Association Parents Enfants Soleil).

(Histoire) Alliance Territoire, un organisme de collecte du 1% logement, taxe patronale qui n'est en fait que de 0,45 % de la masse salariale, servant à la construction, location de logements, a donné 15 000 euros en 2015 à la fondation locale Ronald MacDonald pour un tournoi de golf suivi d'une soirée de gala destinée à lever des fonds pour financer les travaux programmés dans la maison d'accueil bordelaise.

Le président d'Alliance Territoire est aussi courtier en assurances et compte parmi ses clients... sept gérants de McDo. Il est un vieil ami de la Fondation McDonald et un ami personnel du président d'APES lui-même gérant aussi de plusieurs McDo dans le Gers et en passant client du dit courtier en assurances pour la mutuelle de ses salariés ! (faut prendre

des notes sinon on peut pas suivre !). Pour compléter l'histoire, Alliance Territoire souhaitait qu'une de ses filiales, Clair-sienne, société d'habitat social, s'implique dans les travaux de la maison McDo de Bordeaux.

Le récit encore plus dense de cette histoire se trouve dans un article du journal Sud Ouest du 3 janvier qui pose la question : « *Est-ce le rôle d'un organisme chargé de l'Habitat social de participer aux bonnes œuvres conduites par le géant américain du burger, champion par ailleurs de l'optimisation fiscale ?* ».

Pour le président départemental du Medef, par ailleurs président de Domofrance, autre organisme d'habitat social, et... membre du conseil d'administration de Clairsienne, « *c'est une tempête dans un verre d'eau. Selon moi il n'y a pas de conflit d'intérêts* ».

(Conclusion) Si c'est lui qui le dit, on peut ne pas le croire... sachant que Alliance Territoire a aussi sponsorisé la soirée de clôture de l'Université des entreprises du Medef à Bordeaux !

Jacques Raimbault

De Mamère à Savary... vous avez dit « union de la gauche » ?

En Gironde comme ailleurs, la victoire de Hamon à la primaire du PS a provoqué des petits sursauts d'espoir chez ceux qui croient encore à la gauche de gouvernement. Noël Mamère, député EELV, parle d'« *un accord que nous sommes si nombreux à souhaiter et à attendre* », et avec emphase « *dans mon bordelais, on dit qu'il faut du temps pour faire un bon cru. La cuvée du redressement, que Montebourg et Hamon ont offerte au Président, a mis deux ans et cinq mois à fermenter et donne désormais un bon vin, qu'il reste pourtant à charpenter... A condition d'y ajouter les arômes de l'écologie et de la France insoumise !* ».

L'espoir fait vivre... ou pas... alors que Mélenchon rejette cet accord, et que le PC en Gironde annonce ses candidats

aux législatives pour essayer de résister à ceux labellisés par Mélenchon.

A l'opposé, Gilles Savary, député PS défenseur du bilan de Hollande, revendique un « *droit de retrait* » de la campagne, ce droit qui permet à un salarié de quitter son poste en cas de danger. Dans une tribune, il évoquait à la suite de la victoire de Hamon « *des divisions plus profondes que jamais* » et rejette « *l'aventure aléatoire à laquelle nous convierait une gauche radicalisée* ». Oui, oui, c'est bien de Hamon dont il parle...

Lucide, Mamère dit que « *ce n'est pas gagné* ». Il évoque le danger d'« *un leurre débouchant sur le énième replâtrage d'une gauche plurielle vassalisée par un PS hégémonique* », et affirme que « *la social-démocratie n'est plus une solution, mais un problème.* »

Mais la détestation provoquée par les années de gouvernement de Hollande, Valls, Macron, et les autres, va bien au-delà du simple PS. La rupture des classes populaires avec le PS touche aussi ceux qui encore une fois voudraient leur faire avaler la chanson des alliances pour gagner des majorités. Mamère interpelle Hamon « *A quel niveau placera-t-il le curseur des compromis sur son programme ?* »... Comme si le programme de Hamon, avec ou sans Jadot et Mélenchon, était autre chose qu'un programme de gestion au service des intérêts auxquels tous les Etats sont soumis, ceux de la finance et des multinationales.

F.M.



Le sourire des marionnettes

Bande dessinée de Jean Dytar

Nous sommes fin XI^e siècle, en Iran ; si le personnage central est Omar Khayyâm, mathématicien, astronome, philosophe, poète, et surtout homme libre, chantant l'amour et le vin, l'histoire narre les débuts de la secte des Assassins, issue de la branche chiite ismaélienne, plus connue par ses actions au Levant à l'époque des Croisades*. Le récit se nourrit de la légende, où transparait une réalité historique : ce qu'il faut pour un conte. Derrière cette secte, que l'on qualifie-



rait aujourd'hui de terroriste, il y a bien une réalité politique et historique : les Turcs Seldjoukides ont envahi, au mitan du XI^e siècle, l'Iran, chiite, après s'être convertis au sunnisme, et mis sous tutelle le califat abbasside de Bagdad. La domination sur l'Iran et la répression des chiites, va « radicaliser » certains ismaéliens, où vont

se recruter les Assassins, acteurs d'« attentats suicides » sur des notables Seldjoukides.

On sent bien que l'auteur a utilisé ce que la légende a pu transmettre de cette histoire, pour y trouver des résonances avec notre temps. Le risque d'anachronisme existe, néanmoins, il y a là une bonne illustration de la façon dont une résistance politique peut s'habiller d'oripeaux religieux et ainsi mobiliser des troupes à sa dévotion. Les religions servent à cela, aussi.

Cette BD ne serait pas ce qu'elle est sans sa singulière beauté plastique, le choix de s'inspirer des miniatures persanes lui donne toute sa sensibilité graphique.

Aussi, faire circuler le personnage d'Omar Khayyâm tout au long de l'histoire est un régal, une invitation à lire ou relire ses poèmes : le meilleur de ce qu'a pu produire cette civilisation, en contrepoint du pire. Par-delà l'histoire, la politique et l'esthétique, le récit nourrit aussi une certaine réflexion philosophique.

Jean-Louis Farguès

Jean Dytar, l'auteur, a créé un site internet autour de ses ouvrages, particulièrement bien documenté, riche en explications et illustrations : <http://www.jeandytar.com/>

*On oublie volontiers que les Croisés firent parfois alliance avec eux !

Les nôtres

Notre camarade Michelle Dupouy est décédée à l'âge de 68 ans. Depuis 2008, elle nous avait rejoints... après nous avoir annoncé « *Je vous prévient, je ne resterai pas* » ! Et elle est restée, retrouvant les idées de sa jeunesse, de Mai 68, le communisme et la révolution, qu'elle avait connues en militant à Lutte ouvrière, puis dans le groupe Union ouvrière.

Elle était toujours à l'affût de ce qui se passait en Grèce, au Japon, des luttes en Chine, des révoltes de la classe ouvrière noire des USA, des pays qui l'avaient marquée lors de ses voyages. Internationaliste, elle détestait tout ce qui tricolore.

Elle participait activement à la vie du NPA, les ventes sur le marché, les réunions, les collages d'affiches... et surtout à la feuille de boîte qu'elle allait diffuser à l'entrée des usines Dassault à Mérignac. 40 ans après la grève générale de Mai 68, elle était restée convaincue que la classe ouvrière a un rôle déterminant pour changer ce monde qui la révoltait.

Après avoir hésité, ne s'en sentant pas capable, elle a beaucoup écrit pour notre revue locale, sur des livres, des films, des expos, sur des questions sociales et d'écologie, les droits des femmes, et puis sur tout ce qui la révoltait dans la société

capitaliste. Si on avait eu une rubrique là-dessus, elle aurait certainement écrit aussi sur les chats, les oiseaux et les plantes qu'elle adorait.

Quand le mouvement contre la loi travail a éclaté, elle a été enthousiaste de voir que la jeunesse descendait dans la rue avec les travailleurs... Ce sont les dernières manifestations où elle a pu se rendre. Tout en faisant face à la maladie, elle a continué à suivre le mouvement en nous appelant après chaque manif...

Prof de sciences de la vie et de la terre retraitée, elle se rendait utile aux autres en militant, en donnant des cours bénévoles, en donnant confiance autour d'elle... Michelle était parfois emportée et impétueuse, souvent malicieuse. Elle avait cette fermeté dans les convictions et cette générosité qui donnent confiance, qui aident les autres à agir. On est heureux de t'avoir connue, on continue.

Ses camarades et ami-e-s



A voir, au musée d'Aquitaine, jusqu'au 30 avril

Tromelin, l'île des esclaves oubliés

Cette exposition itinérante rend hommage aux esclaves malgaches abandonnés pendant seize ans sur l'île de Sable après le naufrage de la flûte L'Utile armée par la Compagnie des Indes orientales en 1761.

140 hommes montent à son bord, tous corps de métiers, et partent de Bayonne pour ravitailler l'île de France (île Maurice) et ramener des colonies des soieries, cotonnades, thé, café, épices...

Quand L'Utile arrive à Foulepointe à Madagascar, il embarque 160 esclaves illégalement, grâce à des complicités locales, celle de l'Etat Major et des officiers marins, pour les vendre sur les îles Rodrigues dont les planteurs ont besoin de main d'œuvre.

Changement de cap pour la flûte, deux cartes de navigation contradictoires, la soif de profit qui fait naviguer de nuit dans l'Océan indien... et c'est le naufrage sur l'île de Sable.

210 rescapés, dont 80 esclaves, vont cohabiter pendant deux mois sur ce bout de terre de 1 km², éloigné de 500 km des premières terres, jusqu'au départ des marins abandonnant les esclaves malgaches et leur faisant la promesse de revenir les chercher.

Pendant seize ans, les Malgaches tentent de survivre sur cet îlot isolé, battu par les tempêtes tropicales et les déferlantes. Et c'est ce que raconte une grande partie de l'exposition, résultat de fouilles archéologiques sous-marines et terrestres débutées en 2006 qui viennent compléter les témoignages des marins du 18^{ème}. Les Malgaches n'auront pour boisson que l'eau saumâtre puisée au fond d'un puits, des sternes et des tortues vertes comme maigre pitance, le feu entretenu avec silex et bois récupérés sur la flûte naufragée. Ils réparent et font durer les récipients métalliques avec leurs connaissances et compétences en métallurgie. Ils revoient l'organisation ancestrale de leur habitat, remettent en cause leurs croyances, collectivement, construisent

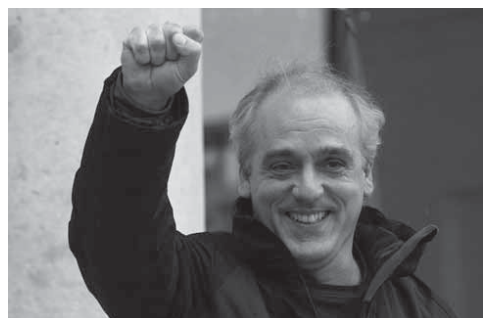
un habitat en pierre de corail, pour faire face aux cyclones et déferlantes de cette région de l'océan indien... Une étonnante et dure adaptation jusqu'à leur sauvetage au bout de seize ans.

La promesse de sauver les esclaves faite par le 1^{er} lieutenant de L'Utile et la montée des idées pour l'abolition de l'esclavage auront raison du refus des autorités de les sauver. Quand Tromelin, chef du vaisseau sauveteur débarquera sur l'îlot (on lui donnera son nom), seules sept femmes et un enfant avaient survécu !

Sandrine Alarcon



A lire aussi sur le sujet, la bande dessinée *Les esclaves oubliés de Tromelin* de Savoia (Ed.Dupuis)



MEETING avec Philippe POUTOU

jeudi 16 mars - 20 h

**salle SON-TAY - 47 rue de Son-Tay
BORDEAUX**